

Reçu le 16/07/2026
Seynabou San 
Représentation Résidente
de la CEDEAO



MEMORANDUM DE PLAIDOYER DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GUINEENNE

N° Réf : 072/CN/TLP-GUINÉE/2026

À l'attention de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO¹
69ème Sommet ²Ordinaire – Freetown, Sierra-Léone³

Sous Couvert : Voies Hiérarchiques

Et à : Son Excellence M. Julius **Maada Bio**⁴, Président en exercice de la CEDEAO et Président de la République de Sierra Leone

De : Alseny Farinta **CAMARA**⁵, défenseur des droits humains et Coordonnateur national de Tournons La Page Guinée (TLP Guinée) ; République de Guinée, Conakry, Commune urbaine de Ratoma ; e-mail : Tlpguinee@tournonslapage.org ; +224 620 48 84 77/ +221 78 470 36 68/ Alsenyfarinta@gmail.com

Date : Dakar, le 16 juillet 2026

Objet : Epidémie de disparitions forcées en République de Guinée : Appel à une action urgente de la CEDEAO pour la protection des droits humains et la stabilité régionale.

Note synthèse : Au nom de la société civile guinéenne, nous⁶ alertons la Conférence des Chefs d'État de la CEDEAO réunie à Freetown sur une crise d'une extrême gravité. Nous avons documenté au moins 35 cas de disparitions forcées en Guinée, dont des enfants et des personnes vulnérables, sans aucune communication officielle ni enquête crédible à ce jour. Face au silence des autorités et à la répression qui pousse les défenseurs des droits humains, journalistes et citoyens à l'exil, nous demandons à la CEDEAO d'agir pour protéger ses citoyens notamment mandater une mission indépendante d'établissement des faits, exiger un bilan transparent des disparitions forcées et la présentation des détenus devant la justice, et garantir la protection des personnes menacées dans l'espace communautaire, conformément au Protocole sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance.

Excellences Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,

Au nom de la société civile guinéenne, portée par le mouvement citoyen Tournons La Page Guinée, nous avons l'honneur de porter à votre haute attention une crise d'une gravité exceptionnelle⁷ qui menace les fondements mêmes de notre communauté. Il s'agit d'une épidémie de disparitions forcées en République de Guinée.

¹ <https://www.ecowas.int/autorite-des-chefs-detat/?lang=fr>

² <https://fr.apanews.net/diplomacy/cedeo-freetown-accueillera-le-69e-sommet-des-chefs-detat/>

³ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260712-la-sierra-leone-se-pr%C3%A9pare-%C3%A0-accueillir-le-sommet-de-la-c%C3%A9d%C3%A9o-une-vitrine-diplomatique-on%C3%A9re>

⁴ <https://notreafrik.com/julius-maada-bio/>

⁵ <https://africivistes.com/fr/blog/alseny-farinta-camara-le-prix-du-combat-democratique>

⁶ <https://www.tournonslapage.org/fr/>

⁷ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260706-guin%C3%A9-tournons-la-page-s-inqui%C3%A8te-d-une-%C3%A9pid%C3%A9mie-de-disparitions-forc%C3%A9es>



Depuis plusieurs mois, nous avons documenté au moins 35 cas de disparitions forcées. Parmi les victimes figurent quatre enfants⁸ de moins de 16 ans, une femme et un sage de 76 ans. À ce jour, aucune communication officielle responsable, aucun bilan d'enquête crédible n'a été rendu public. Les familles⁹ vivent dans la terreur et le silence. Cette situation rappelle les heures les plus sombres de notre histoire et fait peser une menace directe sur la paix, la sécurité et la cohésion de notre espace communautaire. La récente annulation¹⁰, à la demande des autorités guinéennes, de la Table Ronde Internationale prévue à Dakar le 9 juillet 2026 illustre l'ampleur du silence institutionnel qui entoure ce dossier.

Le 9 juillet 2024, Oumar Sylla, dit Foniké Menguè¹¹, Coordinateur national du FNDC, et Mamadou Billo Bah¹², Coordinateur de TLP-Guinée, ont été victimes de disparition forcée à Conakry. Ils ont été enlevés par des éléments du Groupement des Forces Spéciales et de la Gendarmerie : des hommes armés et cagoulés, à bord de véhicules et de blindés sans immatriculation. Depuis, aucun signe de vie. Leur lieu de détention reste inconnu de la communauté des défenseurs des droits humains. L'enlèvement de ces deux figures majeures de la société civile illustre la stratégie de répression et de musèlement des voix dissidentes en Guinée depuis 2021.

Excellences, les victimes de ces violations sont de citoyenne et des citoyens de la CEDEAO. Leurs droits sont garantis par le Protocole de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance auquel la Guinée a souscrit. Leur sort ne saurait donc être une affaire intérieure¹³. Par ailleurs, la répression pousse de nombreux défenseurs des droits humains, journalistes et citoyens à l'exil¹⁴. Il est du devoir de solidarité¹⁵ de notre communauté de leur garantir protection et droit d'asile.

La Guinée n'a jamais connu une telle vague de disparitions ciblées depuis la fin du régime du président Ahmed Sékou Touré¹⁶.

En conséquence, nous sollicitons respectueusement votre leadership pour :

- Saisir la Commission de la CEDEAO afin de mandater en urgence une mission indépendante d'établissement des faits en Guinée ;
- Interpeller les autorités guinéennes pour exiger la publication d'un bilan transparent sur les disparitions forcées et la présentation devant la justice de toute personne détenue ;

⁸ <https://www.jeuneafrique.com/1788799/societe/guinee-comment-les-proches-des-opposants-sont-desormais-cibles/>

⁹ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/07/09/le-president-guineen-mamadi-doumbouya-vise-par-une-nouvelle-plainte-en-france-pour-disparition-forcee-d-opposants_6722124_3212.html?srsId=AfmBOoro12c46BMblhXl6szURJ5nu76sBRe-d0oxK5NG54bJTEPs4jSe

¹⁰ <https://www.africaradio.com/actualite-115417-senegal-une-conference-sur-les-disparitions-forcees-en-guinee-annulee-a-la-demande-des-autorites-senegalaises>

¹¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Fonik%C3%A9_Mengu%C3%A8

¹² https://fr.wikipedia.org/wiki/Billo_Bah

¹³ <https://news.un.org/fr/story/2024/10/1149626>

¹⁴ <https://bureauceao.sn/wp-content/uploads/2020/07/POLITIQUE-HUMANITAIRE-DE-LA-CEDEAO.pdf>

¹⁵ <https://www.refworld.org/sites/default/files/attachments/51e3ebe34.pdf>

¹⁶ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260706-guin%C3%A9e-tournous-la-page-s-inqui%C3%A8te-d-une-%C3%A9pid%C3%A9mie-de-disparitions-forc%C3%A9es>

- Réaffirmer l'engagement des États membres à garantir l'espace civique et à accorder une protection effective aux défenseurs des droits humains menacés¹⁷ dans l'espace CEDEAO.

Excellences, l'histoire retiendra le rôle des dirigeants qui, à Freetown, auront choisi de faire prévaloir la dignité humaine et l'État de droit. Les mères, les enfants et les aînés victimes de ces disparitions comptent sur le courage collectif de la CEDEAO pour que la vérité et la justice prévalent.¹⁸

La société civile guinéenne se tient à la disposition de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement pour lui transmettre l'ensemble de la documentation traitée et des témoignages collectés, afin qu'elle puisse interpellier le gouvernement guinéen sur le sort et le lieu de détention des victimes de la gouvernance du président Mamadi Doumbouya¹⁹.

Veuillez agréer, **Excellences**, l'expression de notre très haute considération.

Ampliation :

Ministres des Affaires Étrangères de la CEDEAO - Sommet de Freetown, 19 juillet 2026

Le Coordonnateur National
ALSENY FARINTA CAMARA



¹⁷ <https://achpr.au.int/fr/adopted-resolutions/196-resolution-sur-la-situation-des-defenseurs-des-droits-de-lhomme-en-afrique>

¹⁸ <https://www.leguideinfo.net/2026/07/03/guinee-93-millions-de-voix-libres-exigent-la-verite-sur-les-disparitions-forcees/>

¹⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Mamadi_Doumbouya